

● Les travailleurs les plus avancés, les plus politisés, loin d'être isolés de leur classe, s'affirment au contraire de jour en jour comme les chefs potentiels de celle-ci. Les jeunes ouvriers, dont mai fut la première expérience d'envergure, n'ont pas oublié la voie de la lutte extra-parlementaire, et lors des grèves sectorielles actuelles prennent la tête de la mobilisation politique directe contre l'exploitation capitaliste dans l'entreprise et dans le pays.

● Les organisations d'avant-garde, et en particulier la nôtre, ne sont pas isolées de la classe, mais y trouvent des racines de plus en plus solides. Une répression massive contre elles est toujours possible, mais les conséquences politiques dépasseraient largement ses rangs. L'influence acquise a permis de tisser des liens, parfois ténus, toujours présents, avec les éléments les plus avancés de la classe ouvrière.

● Une solution fasciste n'apporterait même pas, aujourd'hui, à la bourgeoisie le soutien de ses propres éléments. De plus, elle déclencherait une mobilisation d'au moins la majorité de la classe ouvrière, si ce n'est de la plupart des travailleurs, qui mettrait à l'ordre du jour la solution socialiste dans des délais plus brefs qu'en mai dernier.

d) *Le fascisme est-il économiquement possible pour la bourgeoisie actuelle ?*

Sur le plan économique, les fascismes italiens et allemands ont mis en vase clos leur économie et leur monnaie nationale, ne faisant par là que donner de fausses solutions à un état de fait tendanciel de l'économie d'avant-guerre.

« Le fascisme ne fait, sur le plan international, qu'aggraver la tendance de l'ensemble du système capitaliste au repliement national, à l'autarcie. En arrachant l'économie à la division internationale du travail, en adaptant les forces productives au lit de Procuste de l'Etat national, il introduit le chaos dans les relations mondiales. » (Léon Trotsky, *La IV^e Internationale et l'U.R.S.S.* — cité par Daniel Guérin — *Fascisme et grand capital.*)

La modification essentielle, qui s'est largement confirmée dans les années du boom d'après-guerre, c'est précisément la tendance à l'imbrication internationale du capital, sa monopolisation croissante par quelques trusts internationalement liés sous l'influence dominante de l'impérialisme nord-américain.

Le fascisme, à l'heure actuelle, ne serait même pas un semblant de solution pour les économies capitalistes. Au contraire, chaque fois que les difficultés pointent à l'horizon des comptes bancaires, c'est la bourgeoisie internationale qui tente de régler les problèmes nationaux, et par-là même les problèmes des autres économies nationales qui en dépendent.

L'exemple des dernières crises de la Livre et du Franc est très parlant de ce point de vue.

De plus, il ne semble pas exister à l'heure actuelle d'Etat fasciste, répondant à la description classique de l'économie autarcique. Ce sont bien plus souvent des Etats *fantômes*, dont l'économie et la politique sont entièrement dépendantes de l'impérialisme U.S. (la Grèce, par exemple), en tout cas très loin de l'autarcie.